

LES NOUVELLES DU GRIP

Lettre d'information
du Groupe de recherche
et d'information sur la paix
et la sécurité (GRIP)

Trimestriel n°43 – 1er trimestre 2007

GRIP - Rue Van Hoorde, 33

B-1030 Bruxelles

Tél.: (32.2) 241 84 20

Fax: (32.2) 245 19 33

Courriel: admi@grip.org

Site Internet: www.grip.org

Ed. resp.: Bernard Adam

(Dépôt B-Bruxelles X)

Le GRIP (ASBL) est une organisation
d'éducation permanente,
reconnue – et soutenue – par
la Communauté française.

Iran: comment arrêter la prolifération nucléaire?

L'Iran a-t-il l'intention d'acquiescer l'arme nucléaire? Ses dirigeants entretiennent le doute depuis quelques années, et surtout depuis l'arrivée au pouvoir du président Ahmadinejad en août 2005. Celui-ci est passé maître dans l'art de la provocation oratoire, en estimant qu'Israël devrait être rayé de la carte et en affirmant que l'Iran a le droit de poursuivre son programme nucléaire.

Un risque imminent?

Tous les responsables iraniens ont déclaré que leurs activités nucléaires étaient strictement civiles. Mais dans ce domaine, la marge est étroite entre civil et militaire. De plus, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a constaté dès la mi-2003 que l'Iran avait caché certaines activités, et qu'il avait lancé un programme clandestin d'enrichissement d'uranium. Ceci devrait permettre, à terme, de détenir l'uranium nécessaire à la fabrication d'une arme nucléaire.

Quand l'Iran serait-il capable de détenir sa première arme atomique? Les Israéliens parlent de 3 à 4 ans, les Américains de 5 à 8 ans. L'Institut international des études stratégiques (IISS, Londres) évoque un délai théorique de 2 à 3 ans, mais uniquement si plusieurs conditions sont strictement remplies (fonctionnement jour et nuit et de manière optimale des centrifugeuses)¹. Le risque n'est pas imminent, mais au sein des pays occidentaux, on estime qu'il existe bel et bien.

Quelles motivations?

Quelles sont les raisons qui motiveraient les Iraniens à vouloir posséder

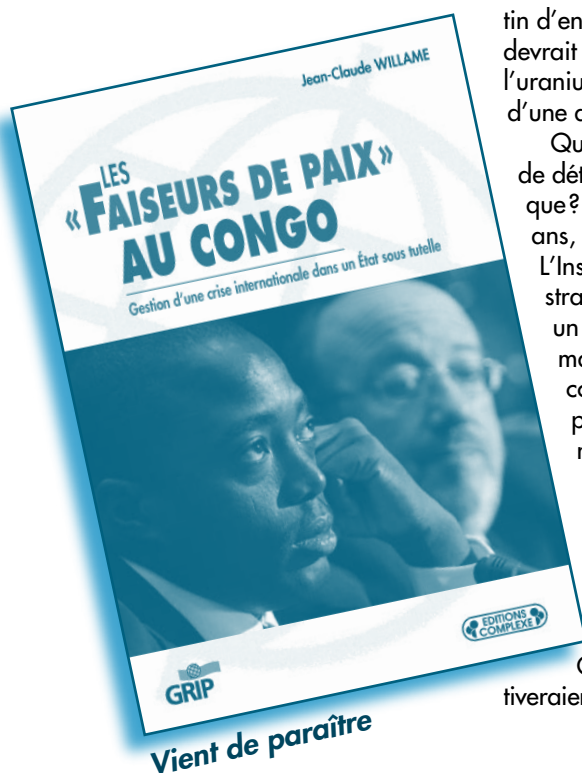
une arme nucléaire? D'abord, ils se sentent menacés. Par les Américains surtout. Le 30 janvier 2002, le président Bush les avait classés dans l'axe du mal avec l'Irak et la Corée du Nord. Et depuis l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003 par les États-Unis, ce sont plus de 200 000 soldats américains qui « encerclent » l'Iran voisin. Mais l'histoire des relations américano-iraniennes a toujours été tumultueuse. Après le renversement du Shah en 1979 et la création d'une république islamique, les États-Unis ont mis en place un embargo commercial et financier à l'encontre de l'Iran. Ce système de sanctions est toujours en place et est renforcé régulièrement.

Ensuite, le contexte régional peu stable et fortement militarisé a entraîné les Iraniens depuis longtemps dans une course aux armements. Ils se sentent isolés au sein du monde musulman, notamment à cause du clivage chiite-sunnite qui déchire la région. L'Irak, soutenu par les monarchies du Golfe et surtout par l'Arabie saoudite, a d'ailleurs agressé l'Iran entre 1980 et 1988. De plus, l'Arabie saoudite voisine, surarmée au plan conventionnel, a obtenu une garantie de sécurité d'un autre voisin de l'Iran, le Pakistan, qui possède 50 armes nucléaires. Les Iraniens se sentent enfin menacés par Israël, qui est le seul pays du Moyen-Orient à posséder l'arme atomique, avec un arsenal estimé à 200 têtes nucléaires.

Une autre raison est l'indéniable volonté de l'Iran de se faire respecter et de s'imposer comme une puissance régionale. Le moyen est le chantage

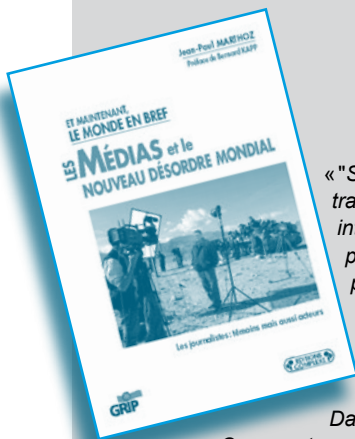
Bernard Adam,
directeur du GRIP

(suite en page 2)



Vient de paraître

Ce que les médias en ont dit...



« Sondages trafiqués, intox, propagande, pressions, censures, contrôle des médias. Danger!

Comment on manipule l'information": cette couverture de *Marianne* d'octobre 2006 peut servir d'introduction à l'oeuvre monumentale de Jean-Paul Marthoz.

[...] Dès les premières pages, l'auteur n'a de cesse de rappeler ce que doit le monde aux journalistes désintéressés et compétents.

[...] Si l'on ressort quelque peu sonné de la lecture de l'ouvrage tant il est dense et accablant, la note d'espoir qui le termine nous rappelle surtout que rien n'est jamais joué et qu'en ce domaine comme en d'autres le "devoir d'espérance" reste premier. Un vrai message à transmettre à tous les médias du monde! »

Alternatives non violentes



« Si l'Europe n'a – heureusement – guère de chances de devenir une superpuissance écrasante, elle a à sortir d'une paralysie neutralisante. Peut-elle se transformer en "puissance tranquille" [...] ? Et à quelles conditions [...] pourrait-elle recourir à la force pour faire respecter des valeurs ? Ce riche volume découle d'une conférence internationale [...] dont l'un des mérites est d'avoir sollicité le regard de non-Européens sur cet étrange mélange de force et de faiblesses qu'est l'Union européenne. »

Alternatives Internationales

(suite de la page 1)

Iran : comment arrêter la prolifération nucléaire ?

nucléaire. Aujourd'hui, il s'agit vraisemblablement d'un risque hypothétique, mais si on prend au pied de la lettre les discours du président Ahmadinejad, un Iran détenant l'arme nucléaire deviendrait hégémonique dans la région. La conséquence en serait une course aux armements nucléaires, les prochains candidats potentiels à la détention d'armes atomiques pouvant être l'Arabie saoudite, l'Égypte ou la Turquie.

Des frappes aériennes ?

Un Iran possédant une arme nucléaire pourrait être une nouvelle menace pour la sécurité internationale. Mais comment l'empêcher de la détenir ? Comme l'a indiqué le 3 mars dernier Dick Cheney, « toutes les options sont encore possibles ». Implicitement, cela signifie que le scénario d'une attaque militaire serait envisageable par les Américains, éventuellement aidés par les Israéliens. Ce serait alors une action unilatérale, sans l'accord du Conseil de sécurité, puisque la Russie et la Chine y opposeraient leur veto.

Une invasion terrestre est impensable après le borborygme irakien. En revanche, des frappes aériennes ciblées sur les sites concernés par le programme nucléaire font partie des scénarios envisagés par les Américains. Outre

5 ou 6 sites identifiés comme principaux, ce sont également des dizaines sinon des centaines d'autres lieux qui sont impliqués dans ce programme, dont certains sont enterrés. De plus, les services de renseignement américains n'ont pas pu les situer. Une telle opération serait dès lors peu efficace pour démanteler le programme iranien.

Les conséquences d'une telle action militaire risquent de créer l'effet inverse de celui escompté. D'abord, comme les sites identifiés du programme nucléaire iranien sont situés dans ou en bordure de villes, les victimes civiles seraient nombreuses. Cela décuplerait alors les motivations de ceux qui, en Iran, poussent au développement du nucléaire militaire, et cela convaincrerait de s'y rallier ceux qui actuellement n'y sont pas favorables, dans un réflexe de cohésion nationale face à l'ennemi extérieur. Comme l'es-

time Frank Barnaby, ancien directeur du SIPRI, l'hypothèse d'une reconstruction accélérée des sites détruits est plausible et le résultat serait que l'Iran pourrait se doter de la bombe atomique en quelques mois, plutôt qu'en quelques années². Le scénario de frappes aériennes est le meilleur moyen pour accélérer la détention de l'arme nucléaire par les Iraniens.

La diplomatie peut-elle encore être utile ?

Mohamed El Baradei, le directeur de l'AIEA, ne cesse de répéter que dans cette crise, la solution ne peut qu'être diplomatique et en aucun cas militaire. Face au manque de bonne volonté iranienne, certains perdent patience. Les Européens du « groupe des 3 » (France, Royaume-Uni et Alle-



Mahmoud Ahmadinejad, à l'Assemblée générale des Nations unies en 2006.

magne) tentent une médiation depuis 2003 mais sans succès apparent. Pour Hans Blix, ancien directeur de l'AIEA, la méthode de négociation devrait être modifiée. Il estime qu'en n'offrant aucune garantie de sécurité aux Iraniens (que les Américains leur refusent), ceux-ci se sentent humiliés. Donc, ils continueront à assurer eux-mêmes leur sécurité en poursuivant leur programme nucléaire.

Après les sanctions adoptées par le Conseil de sécurité dans la résolution 1737 du 23 décembre 2006, serait-il possible d'aboutir à une issue négociée ? De nouvelles sanctions seront adoptées dans une nouvelle résolution, mais la Russie et la Chine veillent à ne pas trop accabler le régime iranien.

Changer de position sans perdre la face ?

Les clés de la solution se trouvent essentiellement à Téhéran et à Washington. Dans les deux capitales, les

conceptions politiques en matière de sécurité sont quasi identiques. Des deux côtés, on privilégie les moyens militaires et unilatéraux, en dehors du droit international. Il n'est pas étonnant d'ailleurs de constater que dans toutes les discussions récentes dans le domaine de la maîtrise des armements, les États-Unis et l'Iran ont défendu de concert avec une petite minorité d'une dizaine d'autres pays, la même ligne en refusant tout progrès et toute avancée dans la réduction des armements.

La solution serait donc un dialogue direct entre l'Iran et les États-Unis, ces derniers étant les seuls à pouvoir accorder à Téhéran les « garanties de sécurité » qu'ils demandent depuis de nombreuses années. Cela nécessiterait que les États-Unis découplent leurs objectifs. D'une part, en aboutissant à un accord de sécurité incluant l'abandon du programme nucléaire militaire par l'Iran, contre une garantie de sécurité accordée par les États-Unis. D'autre part, en abandonnant l'idée erronée qu'on peut changer un régime par la force. C'est au contraire par des moyens d'influence pacifiques que l'on permettra de renforcer, en Iran, le camp des progressistes. Mais cela prendra du temps. Et il n'est pas certain que le président Bush aura la capacité de changer sa position, d'autant plus qu'en face, le président Ahmadinejad fait tout pour maintenir un climat de tension. Aucun des deux présidents ne veut perdre du terrain et chacun campe sur ses positions. Il faudra peut-être attendre les prochaines élections présidentielles (janvier 2008

aux États-Unis et août 2009 en Iran) pour sortir de l'impasse.

En attendant, le rôle de l'Union européenne reste important puisque la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne peuvent continuer à jouer la carte de la médiation entre les deux parties. C'est-à-dire freiner les desseins militaires des Américains, et convaincre les Iraniens d'adopter une attitude de coopération avec les inspecteurs de l'AIEA. Mais pour renforcer l'attrait d'un accord négocié, l'Union européenne devrait proposer davantage à l'Iran, en relançant par exemple les discussions en vue d'accords de coopération économique. En pleine crise économique, les Iraniens ont un besoin crucial de relance de la production nationale impossible à atteindre sans une aide extérieure. Une offre européenne serait donc la bienvenue. Ceci aurait l'avantage de créer un nouveau climat de confiance avec les partenaires extérieurs de l'Iran, ce qui empêcherait les conservateurs radicaux iraniens d'utiliser l'argument de la menace extérieure. Cela renforcerait au contraire le camp des réformateurs, actuellement dans l'opposition, qui appellent depuis toujours à une plus grande clairvoyance des pays occidentaux dans leur politique à l'égard de Téhéran.

Bernard Adam

1. François Heisbourg, président de l'IISS, interviewé par le *Vif-l'Express* du 2 mars 2007.

2. Frank Barnaby, « Would Air Strikes Work? », Oxford Research Group, mars 2007.

MONUC

Le laboratoire onusien des opérations robustes

Le Congo a réussi ses élections et une partie non négligeable du mérite en revient à la MONUC (*Mission des Nations unies au Congo*). Mais est-ce la seule raison de son regain de notoriété ?

Non, car, parallèlement, sa connaissance du terrain s'est fortement améliorée et ses opérations « robustes » forcent les derniers chefs rebelles à composer. Mais ce n'est pas encore assez pour que tous les Congolais se sentent en sécurité.

« Reddition de 131 hommes du dernier chef milicien de l'Ituri »¹, titrait fièrement le site de la MONUC le 12 mars dernier. D'autant que 170 autres combattants du Front nationaliste et intégrationniste (FNI) avaient entamé leur démobilisation dix jours auparavant. Au total, ce sont les trois quarts des forces estimées du rebelle Peter Karim qui ont rendu les armes à la suite d'une opération d'encercllement (*containment*) menée depuis fin janvier par les Forces armées de RDC

(suite en page 4)



Nos chercheurs SUR LA BRÈCHE

- **Ateliers de consultation nationale sur l'élaboration d'un plan d'action national sur le contrôle et la gestion des armes** (Projet Centre régional sur les armes légères – RECSA – basé à Nairobi), Burundi et Rwanda, janvier 2007. Participation d'**Holger Anders** aux travaux d'évaluation des situations nationales.
- **Cafés politiques d'Attac**. Conférence par **Luc Mampaey** : « La Belgique et le commerce des armes », Bruxelles, 9 janvier.
- **Café politique ÉCOLO**, Rosières, 29 janvier. **Bernard Adam**, invité au débat sur les exportation d'armes.
- **Réunion du Geneva Process (sur les ALPC)**, Genève, 26 février. Intervention d'**Ilhan Berkol** sur la convention de la CEDEAO.
- **Première réunion du Conseil consultatif des armes**, Bruxelles, ministère de la Justice, 28 février. Participation d'**Ilhan Berkol** au débat dans la cadre de la nouvelle loi sur la détention et le commerce des armes à feu.
- **Séminaire d'actualité sur « la stabilisation sociopolitique au Congo »**, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis, 16 mars. « RD Congo : les défis de la 3e République », conférence animée par **Pamphile Sebahara**.
- **Réunion du Forum de coopération sur la sécurité de l'OSCE sur le contrôle du transport aérien des armes**, Vienne, 21 mars. Intervention d'**Ilhan Berkol**.
- **« Trafic et transferts d'armes au Congo »**, Louvain-la-Neuve, 21 mars. Exposé de **Georges Berghезan** à la conférence de la *Coalition Action mondiale pour le Congo*.
- **« Rôle et avenir de la MONUC au Congo »**, Louvain-la-Neuve, 21 mars. Exposé de **Xavier Zeebroek** à la conférence de l'*International Rescue Committee*.





COLLOQUE INTERNATIONAL dans le cadre de l'année PEARSON

organisé par le GRIP
en partenariat

avec le CECRI
(Centre d'étude des crises et des conflits
internationaux, Louvain-la-Neuve)

et le ROP
(Réseau francophone de recherche
sur les opérations de paix)

50 ans de Casques bleus Bilan et perspectives

Bruxelles
Palais d'Egmont

2 mai 2007

PROGRAMME

9h00 Accueil des participants

9h30 Allocution de bienvenue par
Bernard ADAM (Directeur du GRIP)

9h40 Ouverture du colloque par
M. Karel DE GUCHT (Ministre des
Affaires étrangères)

10h00 Invitée d'honneur:
Louise FRECHETTE (ancienne Vice-
Secrétaire général de l'ONU)

10h30 Table ronde 1
**50 ans de Casques bleus : regards
rétrospectifs et leçons apprises**

- Président : Prof. **Michel LIÉGEOIS** (CECRI-UCL): Les évolutions doctrinales
- **Général (er) Jean COT** (ancien commandant de la FORPONU): Le rôle du Commandant de la Force
- **Jocelyn COULON** (Directeur du ROP): Évolutions pratiques, entraînement, DPKO

11h30 Pause



(suite de la page 3)

Le laboratoire onusien des opérations robustes

(FARDC), fortement appuyées par les Casques bleus de l'ONU. Pour autant, la nouvelle n'a plus rien d'exceptionnel car le FNI n'est que le quatrième mouvement armé de la province à baisser pavillon face au harcèlement onusien. Un bilan flatteur pour une mission qui revient de loin.

Le traumatisme de Bukavu

Quel contraste en effet avec les quolibets dont les Casques bleus étaient victimes quasiment depuis leurs timides débuts en 1999! Si l'on devait décrire l'état d'esprit de nombreux observateurs il y a trois ans à peine, on pourrait le résumer ainsi: la MONUC ne fait rien et ses responsables ne connaissent pas le Congo. Et les Congolais d'ajouter, écoeurés: ils nous regardent mourir et puis s'en vont écrire leur rapport! Le sommet fut atteint en juin 2004 lorsque le colonel Mutebutsi, un leader de la communauté tutsi de RDC, appuyé par le général Nkunda², un leader de la communauté tutsi de RDC, prit la ville de Bukavu pendant quelques semaines et soumit la population aux pires exactions sans que les Casques bleus ne sortent de leurs casernes. Un scandale pour les Congolais comme pour la communauté internationale et un traumatisme politique dont beaucoup de responsables de la MONUC se souviennent encore. Après avoir bu le calice jusqu'à la lie, l'ONU a tiré les leçons et a fait le ménage.

Après l'envoi d'une commission d'enquête sur les événements, des changements importants sont intervenus rapidement. Bien sûr, de nouvelles résolutions du Conseil de sécurité sont venues préciser encore davantage les conditions de l'emploi de la force par la MONUC, mais, sur le terrain, plusieurs adjoints du Représentant spécial de l'ONU, William Swing, ont été remplacés. Lui-même fut inquiet mais resta finalement en fonction. Mieux, son pouvoir en est sorti renforcé car la mission est devenue pleinement intégrée, ce qui signifie que l'ensemble du système de l'ONU en RDC est désormais placé sous sa responsabilité.

On a surtout, pour la première fois au sein des Nations unies, créé un

commandement militaire opérationnel distinct pour tout l'est du Congo. Basé à Kisangani, il coordonne les chefs des quatre plus gros secteurs de la MONUC sous la houlette (jusqu'il y a peu) du général de division hollandais Patrick Cammaert³. Et cette fois, son autonomie de décision est bien réelle:



Des interventions plus musclées.

pas besoin du feu vert de New York, ni même de Kinshasa pour entreprendre une action « robuste », pourvu qu'elle s'inscrive dans le cadre très précis du nouveau mandat des Casques bleus.

L'épreuve de force à Saké

Et les résultats ne se sont pas faits attendre: en Ituri, les opérations *Search and Cordon*⁴ ont placé, dès 2005, les différentes milices sous la menace d'un désarmement forcé et, en tout cas, les ont éloignées des villages qu'elles avaient pris l'habitude de rançonner et de terroriser. Inconvénient de taille: à chaque opération, les habitants fuient de peur des affrontements ou des représailles et vont grossir les rangs des déplacés nécessitant une aide humanitaire urgente. Une situation aberrante que beaucoup d'organisations de terrain n'hésitent pas à dénoncer.

Mais la véritable épreuve de force s'est déroulée il y a peu. En novembre 2006, prétextant des violences anti-Tutsi, les troupes de Nkunda encerclent la ville de Saké puis se dirigent vers Goma. Devant l'incapacité des FARDC à arrêter le général renégat, le contingent indien du Nord-Kivu défend Saké avec toute sa puissance de feu, y compris les hélicoptères de combat qui pilonnent durement les collines avoisinantes. Enfin, les troupes de Nkunda sont stoppées sur la route de Goma et doivent rebrousser

©MONUC



chemin jusqu'au delà de Saké. On parle de 100 à 150 morts du côté des insurgés sans qu'il soit possible de confirmer cette estimation. Finalement, après de laborieuses négociations sous médiation rwandaise, Nkunda accepte un processus de mixage de ses troupes avec d'autres brigades des FARDC.

Le signal est clair: la MONUC ne tolérera pas de second « Bukavu 2004 »! Pourtant, parmi la population qui a fui les combats et au sein des humanitaires qui ont dû évacuer en catastrophe, c'est une certaine amertume qui l'emporte sur la satisfaction d'avoir évité le pire. « Pourquoi les Casques bleus ne sont-ils pas intervenus dès les premières heures pour éviter l'encerclement de Saké? », demandent-ils avec insistance. Et surtout, « Pourquoi n'ont-ils pas écrasé les troupes de Nkunda alors qu'elles étaient à leur merci? » Car pour beaucoup de Congolais et une bonne partie des expatriés, il faut au plus vite débarrasser le pays de cette nuisance si l'on veut reconstruire.

Lorsqu'on lui rapporte le malaise, un des responsables militaires du secteur assume et répond simplement qu'il n'est pas là pour faire la guerre mais effectivement pour maintenir la paix. A ses yeux, il ne s'agit pas d'une simple nuance. Et de rappeler

que les règles d'engagement qui sont d'application au sein de la MONUC prévoient un devoir de protection de la population s'il y a « menace imminente de violence physique » au moment de la décision d'intervenir, et dans une zone sous contrôle des forces de l'ONU. C'était le cas à Saké et sur la route de Goma mais, une fois les assaillants repoussés et neutralisés, ce n'est plus le cas et dès lors la réponse militaire s'arrête pour passer le relais aux diplomates et aux négociateurs politiques.

Autre exemple qui a stupéfait les Congolais : après la bataille, plusieurs centaines de miliciens se sont rendus à la MONUC qui, après les avoir désarmés, les a renvoyés chez eux. « Qu'aurions-nous fait de ces gens? », demande le militaire, « Nous ne pouvons pas les considérer comme prisonniers de guerre, il n'y a pas de guerre! Nous ne pouvions pas les poursuivre en justice, il n'y a pas assez de juges et de tribunaux. Nous les avons libérés sur parole dans l'espoir qu'ils témoignent de notre clémence. »

Protection collective ou individuelle?

Pour les soldats de la paix, il n'est pas question d'éliminer les opposants, ni de se battre pour une hypothétique victoire finale. Le choix de la commu-

(suite en page 6)

Guerre d'Irak, quatre ans après: de la dictature au chaos humanitaire

Le 17 mars 2003, à l'aube de l'offensive américaine en Irak, le président Bush déclarait aux Irakiens que ses troupes allaient « renverser l'appareil de terreur et (les) aider à bâtir un nouvel Irak, prospère et libre ». Quatre ans plus tard, cette promesse ronflante a de quoi faire frémir. Pour les Irakiens, le 4e anniversaire de la guerre se fêtera, comme tout autre jour, dans le sang.

Une hécatombe qui ne dit pas son nom

Dès l'entrée en guerre, la politique avait rapidement rattrapé la rhétorique. « Nous ne comptabilisons pas les morts » avait déclaré Tommy Franks,

alors commandant de l'armée américaine. En effet, si le département de la Défense actualise régulièrement le total des pertes militaires américaines, il n'en va pas de même pour les morts irakiens, qu'ils soient civils, militaires ou appartenant à la police.

Contrairement aux chiffres des « boys tués au combat », l'Américain moyen n'a d'ailleurs aucune idée du nombre d'Irakiens tués lors de l'offensive décidée par son gouvernement. Selon un sondage réalisé en février 2007 par Associated Press, les Américains pensent que la guerre a coûté la vie à quelque 9 890 Irakiens¹, un cinquième des chiffres les plus prudents avancés dans ce domaine.

(suite en page 6)

12h00 Table ronde 2

Les Casques bleus dans le cadre des opérations multidimensionnelles

- **Président: Xavier ZEEBROEK** (GRIP): Les Casques bleus dans les opérations multifonctionnelles
- **Général Patrick CAMMAERT**: Les Casques bleus dans les États fragiles
- **Amiral Jacques ROSIERS** (Chef d'Etat-major adjoint): Les règles d'engagement

13h00 Lunch

14h30 Table ronde 3

L'avenir des Casques bleus: essai de prospective

Président: Prof. **Amine AÏT-CHAALAL** (CECRI-UCL)

- **Thierry TARDY** (Geneva Centre for Security Policy): Les puissances et les Casques bleus: tiers-mondisation?
- **Galia GLUME** (CECRI-UCL): La responsabilité de protéger
- **Général DE VOS** (Belufil): La FINUL II

15h45 Pause

16h15 Allocution de S.E.

l'Ambassadeur du Canada auprès du Royaume de Belgique

16h30 Allocution de clôture

par M. **André FLAHAUT**,
Ministre de la Défense

Informations et inscription

(obligatoire): publications@grip.org
T. +32.2 241 84 20



(suite de la page 5)

Le laboratoire onusien des opérations robustes

nauté internationale est de négocier avec les rebelles – tous les rebelles – même ceux qui, comme Nkunda ou Peter Karim, ne respectent ni les accords de paix, ni leur propre parole. L'usage de la force ne se conçoit dès lors qu'au moment précis où ils représentent un danger physique immédiat envers les civils, les humanitaires ou les agents de l'ONU. Ces principes sont d'ailleurs au cœur d'une véritable doctrine militaire des opérations robustes qui s'est constituée ces deux dernières années au sein de l'état-major de la MONUC.

Toute cohérente et responsable qu'elle soit, cette doctrine est cependant loin de satisfaire les Congolais qui subissent dans leur chair (et dans leur portefeuille) les exactions quotidiennes des rebelles mais aussi, de plus en plus souvent, des soldats de la nouvelle armée nationale. Car c'est devenu un cruel paradoxe au Congo : en totalisant 60 % des violations des droits de l'homme, les FARDC incarnent, selon les derniers rapports de l'ONU, aujourd'hui la plus grande menace sur la population civile. Pour tous ceux et celles-là – les femmes violées et mutilées en premier lieu –, le besoin de protection va au-delà d'une défense collective. Chaque criminel, chaque agresseur devrait être poursuivi et puni sans relâche. Autant dire que la tâche est immense dans ce pays grand comme 80 fois la Belgique.

Des programmes de reconstruction de la justice se mettent timidement en place mais la route reste longue et semée d'embûches. Tant qu'on n'aura pas progressé dans ce domaine, on continuera d'entendre cette triste plainte : Mais que fait la MONUC ?

Xavier Zeebroek

1. Article repris de l'AFP du 10 mars 2007. <http://www.monuc.org/news.aspx?newsID=14067>.

2. Son nom complet est Nkunda-batware.

3. Après deux ans de service à la MONUC, il vient de quitter son poste en février 2007.

4. Littéralement : « recherche et encerclement ».

(suite de la page 5)

Guerre d'Irak, quatre ans après...

Selon le « Rapport Hamilton-Baker » publié le 7 décembre 2006, pourtant, 3 000 civils irakiens meurent chaque mois².

Pour les membres de l'Iraq Study Group, la commission bipartisane à l'origine de ce rapport et nommée par le Congrès des États-Unis, la violence en Irak n'est pas correctement répertoriée. Les normes utilisées pour comptabiliser un acte de violence écartent un grand nombre d'événements des statistiques. Ainsi, le meurtre d'un Irakien n'est pas nécessairement comptabilisé. Si les autorités américaines et irakiennes ne peuvent déterminer la source d'un acte sectaire, cet acte n'est purement et simplement pas pris en compte dans le recueil de données. Une bombe qui explose au bord d'une route ou une attaque de mortier qui ne blesse aucun militaire américain ne compte pas³.

Source officielle...

Les Nations unies restent la seule source officielle en matière de « dégâts collatéraux » de la guerre et ses conséquences sur le plan sécuritaire.

Alors que George Bush annonçait en janvier 2007 son plan pour stabiliser l'Irak et une augmentation des troupes américaines dans le pays, la Mission d'assistance des Nations unies en Irak (MANUI) publiait son dernier rapport sur la situation des droits de l'homme.

Se basant sur la compilation de données collectées à partir des informations du gouvernement irakien et de l'Institut médico-légal de Bagdad, la MANUI affirme que plus de 34 000 civils ont été tués et 36 000 blessés dans les violences en Irak en 2006⁴. Durant cette année donc, 94 civils auraient été tués en moyenne chaque jour en Irak.

...et sources indépendantes

Convaincus de l'importance de « comptabiliser les morts », plusieurs sources indépendantes recueillent minutieusement les informations à ce sujet et dressent des statistiques fiables, palliant aux manquements des gouvernements.

Ainsi, au 16 mars 2007, l'Irak Body Count estimait qu'entre 58 908

et 64 729 civils irakiens étaient morts depuis l'offensive de 2003⁵.

Plus alarmant encore, une étude menée par la John Hopkins Bloomberg School of Public Health de Baltimore et l'École de médecine de l'université de Bagdad, publiée par *The Lancet* en octobre 2006, évalue à 655 000 le nombre de civils irakiens tués de mars 2003 à juillet 2006⁶.

Un nouvel exode au Moyen-Orient

Selon les estimations du Haut commissariat aux réfugiés (HRC) des Nations unies, au rythme actuel de 40 000 à 50 000 par mois, environ 2,3 millions d'Irakiens pourraient être déplacés d'ici fin 2007. Par ailleurs, environ 1,8 million de personnes sont actuellement déplacées à l'intérieur de l'Irak⁷.

C'est « le plus important déplacement de population au Moyen-Orient



© BBC News

depuis les événements dramatiques de 1948 », a estimé le Haut commissaire aux réfugiés, Antonio Guterres, le 4 mars au Caire, en référence à l'exode des Palestiniens après la fondation de l'État d'Israël⁸.

Sur 26 millions d'Irakiens, ce sont en effet 3,5 à 4 millions qui auraient fui leur domicile à cause des violences et des persécutions, soit quelque 15 % de la population.

Selon les estimations de l'ONU, un million de ces réfugiés se sont installés en Syrie, 750 000 en Jordanie et 150 000 en Égypte. Les autres se trouvent en Iran, au Liban et en Turquie.

En janvier 2007, le HCR estimait ses besoins à 60 millions USD pour aider les réfugiés et les déplacés irakiens en 2007, soit plus du double de la somme dépensée en 2006.

Dans ce dossier alarmant, les Nations unies épingle aussi les États-Unis, promoteurs de ce chaos humanitaire mais peu pressés de l'alléger. Depuis 2003 en effet, Washington a accueilli sur son territoire... 436 réfugiés irakiens et compte, en 2007, en accueillir quelque... 7 000⁹.

Les prévisions pessimistes de 2003 largement dépassées

L'Irak est donc exsangue. La catastrophe humanitaire, prédite avant le début de l'offensive américaine et considérée à l'époque comme alarmiste, est en train de se produire sous nos yeux¹⁰.

Pour rappel, en 2002, Medact, une association anglaise de professionnels de la santé, membre de l'Association des médecins contre la guerre nucléaire (AMPGN-IPPNW), prévoyait que l'offensive américaine causerait entre 6 500 et 261 000 morts et entre 20 000 et 672 000 blessés¹¹.

À la même époque, le Bureau de coordination pour les affaires humanitaires de l'ONU estimait qu'entre 600 000 et 1,45 million de personnes, soit 5 % de la population, pourraient chercher refuge dans les pays voisins de l'Irak et que le nombre d'Irakiens déplacés à l'intérieur du territoire pourrait s'élever à 900 000¹².

Quatre ans plus tard, ces estimations doivent malheureusement être revues à la hausse.

Conclusion

L'Irak est la preuve flagrante du cuisant échec de la politique étrangère de l'administration Bush. Au niveau humain et humanitaire, les conséquences de cette (més)aventure militaire sont incalculables mais systématiquement sous-estimées.

Ne pas en tenir compte revient d'abord à banaliser la guerre en faisant croire qu'elle ne cause, au pire, qu'un nombre de victimes minime et accidentel, alors que c'est le contraire qui est vrai. Les civils – des hommes et des femmes ordinaires – sont toujours les principales victimes des conflits. Ils sont la conséquence la plus inacceptable de toutes les guerres et sont

protégés dans ce sens par les conventions internationales.

Ensuite, en arriver à telle situation, alors que l'argument imparable présenté par le président Bush était justement de « libérer » ces civils irakiens et de leur construire une vie meilleure, c'est se jouer sans vergogne de la vie d'innocents qui, d'otages d'une dictature sanguinaire se retrouvent pris au piège d'un chaos humanitaire sans précédent, conséquence d'un jeu politique insensé décidé à Washington.

Pour l'administration Bush, il serait grand temps de tenir compte de la réalité du terrain car, comme le soulignait le Rapport Baker, « une politique efficace est difficile à mettre en œuvre si l'information est systématiquement collectée de façon à minimiser le décalage qui existe entre cette politique et les buts qu'elle s'assigne »¹³.

Caroline Pailhe

1. « Americans lowball Iraqi death toll », *The Associated Press*, 24 février 2007.

2. The Iraq Study Group Report, rapport co-présidé par James A. Baker III et Lee H. Hamilton, p. 10. Pour un résumé en français du Rapport Baker, voir www.grip.org.

3. *Op. cit.*, p. 62.

4. UN Assistance Mission for Iraq (UNAMI), Human Rights Report, 1er novembre – 31 décembre 2006.

5. L'Iraq Body Count est « une banque de données publique, indépendante et complète des civils morts en Irak, d'après les rapports publiés par les médias, suite aux interventions militaires directes des États-Unis et des Alliés en 2003 ».

6. Gilbert Burnham, Riyadh Lafta, Shannon Doocy, Les Roberts, « Mortality after the 2003 invasion of Iraq: a cross-sectional cluster sample survey », *The Lancet*, octobre 2006, 368: 1421-28.

7. UNHCR, Update on the Iraq Situation, novembre 2006.

8. « Le nombre de déplacés irakiens pourrait atteindre 2,3 millions en 2007 », *Le Monde* et *AFP*, 4 mars 2007 et UNHCR, « Growing Needs Amid Continuing Displacement ».

9. *La libre Belgique*, 19 et 22 février 2007.

10. Voir Xavier Zeebroek, « Irak : le coût humain d'un conflit et la mobilisation humanitaire », *Note d'analyse du GRIP*, 26 février 2003. www.grip.org.

11. Medact, « Collateral Damage, the health and environmental costs of war on Iraq », 12 novembre 2002, www.medact.org.

12. Voir OCHA, « Integrated Humanitarian Contingency Plan for Iraq and Neighbouring Countries », 7 janvier 2003, sur www.cesr.org/iraq/docs/contingency.pdf.

13. The Iraq Study Group Report, p. 62.

Depuis plus de 25 ans, nous informons le grand public comme les responsables, notamment par nos publications, de façon à éveiller, entretenir et renforcer un courant d'opinion porteur.

Vous pouvez agir vous aussi.

Soutenez notre action :

en devenant membre

par le versement d'une cotisation annuelle. Être membre du GRIP donne droit au trimestriel « Les Nouvelles du GRIP » ;

15 € - 16 € - 18 €

(Attention : les prix indiquent les tarifs, dans l'ordre, pour la Belgique, Autres Europe et Autres Monde)

en achetant

une ou plusieurs publications ;

en vous abonnant

aux « Livres du GRIP » et au trimestriel (le GRIP édite en moyenne cinq ouvrages par an) ;

80 € - 90 € - 95 €

en prenant

l'abonnement complet

formule qui donne droit, en plus des livres et du trimestriel, aux « Rapports du GRIP » ;

135 € - 150 € - 160 €

en prenant

l'abonnement de soutien

250 € - 250 € - 250 €

en effectuant un don*

au 000-1591282-94

***Exonération fiscale :**

Le GRIP bénéficie de l'exonération fiscale. Tout don de 30 euros et plus donne droit à une attestation fiscale.

Comment se procurer les publications du GRIP

Tous les ouvrages du GRIP sont vendus en librairie.

Mais ils peuvent aussi être directement commandés au GRIP.

Envoyez-nous une lettre ou le bon de commande ci-joint – accompagné du paiement – à l'adresse du GRIP rue Van Hoorde, 33 B-1030 Bruxelles.

Vous pouvez également commander nos publications par téléphone (32.2) 241 84 20 par fax (32.2) 245 19 33 par courriel (publications@grip.org) ou via Internet (www.grip.org).

Modes de paiement

Belgique : virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement.

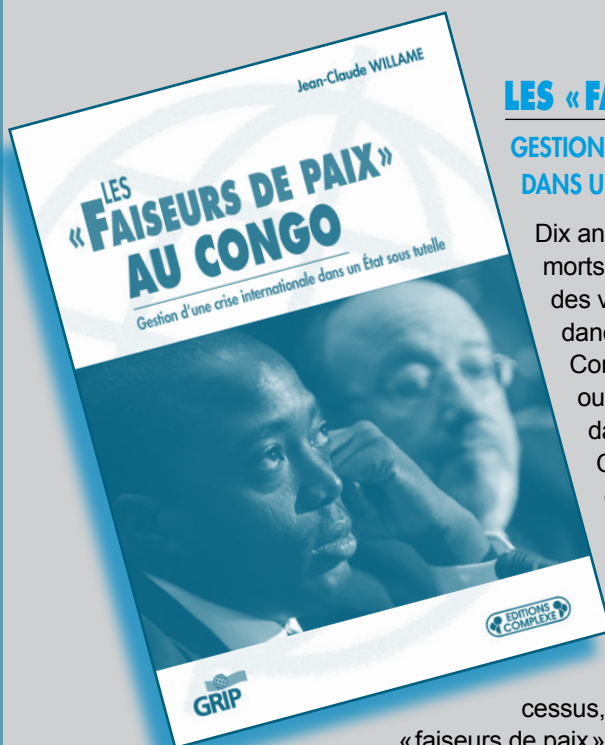
France : chèque barré, mandat postal international.

Luxembourg : soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque.

Autres pays : virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international.

Autre moyen de paiement
Carte de crédit (Visa, Eurocard, Mastercard).
Précisez votre n° de carte et la date d'expiration.

Tout juste paru



LES « FAISEURS DE PAIX » AU CONGO

GESTION D'UNE CRISE INTERNATIONALE DANS UN ÉTAT SOUS TUTELLE

Dix ans de guerre, plus de trois millions de morts, des centaines de milliers de déplacés, des viols au quotidien, ... Telles sont les tendances lourdes de l'histoire récente d'un Congo dévasté par des armées, régulières ou rebelles, longtemps sans véritable agenda politique. Et pourtant, 25 millions de Congolais ont voté, l'espoir renaît... avec de nombreuses incertitudes.

Ce livre éclaire d'une lumière crue la longue marche vers une paix non encore accomplie – les récentes élections n'en constituent qu'une étape. Parmi les nombreux acteurs de ce processus, il dégage en particulier l'action de trois

« faiseurs de paix », non sans souligner les contrastes entre discours et pratiques. Le premier, Louis Michel a bataillé ferme pour

que cette crise oubliée soit remise à l'agenda. Le deuxième, paradoxalement, n'est autre que Joseph Kabila qui a réussi à déjouer l'impasse du calendrier de Lusaka. Le troisième, enfin, est tout simplement l'ONU, longtemps reléguée à un rôle effacé, voire contre-productif. Par ailleurs, l'auteur ne manque pas de relever le poids des convoitises étrangères, industrielles ou politiques, suscitées par d'incommensurables richesses minières et par les marchés de la reconstruction.

Insuffisance criante de moyens et mandats inadaptés, lourdeurs bureaucratiques, pusillanimité politique, diplomatie à plusieurs vitesses, agendas obscurs, échéancier contestable de l'accord de cessez-le-feu... Tels sont les traits d'un parcours historique vers des élections qui ont certes clarifié et normalisé quelque peu le paysage politique, mais en aval desquelles tout reste à faire.

Jean-Claude Willame, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain (UCL), est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'Afrique, dont *Les Belges au Rwanda. Le parcours de la honte* (GRIP/Complexe, 1997). Il est entre autres membre de l'équipe de coordination « Afrique centrale » d'Amnesty International.

Un ouvrage de 218 pages, 15,90 euros

ISBN 978-2-8048-0136-6

À VOS AGENDAS !

Colloque international dans le cadre
de l'année PEARSON

50 ans de Casques bleus

Bilan et perspectives

Bruxelles – Palais d'Egmont

2 mai 2007

(programme en pages 4 et 5)

